

**4 MARS 1997. — Accord de coopération
entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle**

Vu les articles 1^{er}, 39 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1, IX et § 3bis et l'article 92bis, § 1^{er};

Considérant qu'il est nécessaire qu'un accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions soit conclu concernant l'instauration d'un programme de transition professionnelle afin de favoriser l'intégration sur le marché du travail des demandeurs d'emploi via une occupation dans un programme de transition professionnelle;

L'Etat fédéral, représenté par le Ministre de l'Emploi et du Travail et par le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale;

La Région flamande, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président, chargé des Pouvoirs subordonnés, de l'Emploi et des Monuments et Sites,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Les parties contractantes s'engagent à prendre, chacune dans le cadre de ses compétences, les mesures nécessaires à la création de programmes de transition professionnelle.

Art. 2. Les programmes de transition professionnelle doivent être reconnus par le Ministre régional compétent pour l'Emploi, à l'exception des programmes dans les administrations et services de l'autorité fédérale ou placés sous sa tutelle pour lesquels la reconnaissance est accordée par le Ministre fédéral qui a l'Emploi dans ses attributions.

Art. 3. Pour être reconnu par le Ministre compétent visé à l'article 2, le programme de transition professionnelle doit rencontrer des besoins collectifs de société qui ne sont pas ou pas suffisamment rencontrés par le circuit de travail régulier.

Les programmes de transition professionnelle ne sont pas applicables dans les secteurs qui bénéficient de la mesure « Maribel-social ».

Les emplois dans les programmes de transition professionnelle doivent être des emplois supplémentaires par rapport au nombre de travailleurs exprimé en équivalents temps plein occupés dans les programmes de remise au travail et pour lesquels les Régions perçoivent des droits de tirage. Les Régions s'engagent à ne pas transformer ces programmes de remise au travail en programmes de transition professionnelle.

Les emplois dans les programmes de transition professionnelle doivent également être des emplois supplémentaires par rapport au nombre de travailleurs exprimé en équivalents temps plein occupés par chacun des employeurs concernés. Il doit s'agir, pour l'employeur, d'emplois supplémentaires par rapport aux emplois réguliers, aux stages des jeunes et mesures assimilées et aux emplois subventionnés au moyen des droits de tirage.

Art. 4. Peuvent occuper les personnes visées à l'article 6 dans un programme de transition professionnelle, les employeurs suivants, à la condition qu'ils respectent leurs obligations légales en matière d'emploi et de sécurité sociale :

- les communes, les associations, les agglomérations et fédérations de communes, les établissements subordonnés aux communes, les organismes d'intérêt public qui dépendent des associations, agglomérations et fédérations de communes, les centres publics d'aide sociale, les centres publics intercommunaux d'aide sociale ainsi que les associations de centres publics d'aide sociale, les provinces, les associations de provinces et les établissements subordonnés aux provinces;

- l'Etat fédéral, les Régions, les Communautés, la Commission communautaire flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune, et les organismes d'intérêt public qui en dépendent;

- les associations sans but lucratif et les autres associations non commerciales.

Art. 5. Les employeurs introduisent auprès du Ministre compétent visé à l'article 2, un projet contenant au minimum les données suivantes :

- une description du projet;

- la durée prévue du projet;

- le nombre de travailleurs qu'il est prévu d'occuper dans le projet et leur régime de travail;

- le nombre de travailleurs déjà occupés en dehors du projet et leur régime de travail;

- l'engagement de maintenir l'emploi pendant la durée du projet, sans tenir compte des travailleurs occupés dans le cadre du projet.

Ce projet doit être approuvé par le Ministre compétent visé à l'article 2.

Art. 6. Les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations d'attente et qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins 12 mois, les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations de chômage depuis au moins 24 mois, dont les chômeurs qui ont effectué des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi, et les demandeurs d'emploi qui bénéficient du minimum de moyens d'existence depuis au moins 12 mois peuvent être engagés dans un programme de transition professionnelle.

Art. 7. § 1^{er}. L'Etat fédéral s'engage, dans les conditions de cet accord, à garantir pour chaque travailleur remplissant les conditions de l'article 6, occupé dans un programme reconnu, l'octroi d'une allocation de 10 000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps et de 12 000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à 3/4 temps. Pour les travailleurs qui ont effectué précédemment des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi, cette allocation forfaitaire est majorée de 2 000 F. En principe, cette intervention majorée ne peut entraîner de réduction de l'intervention des Régions et vient par conséquent en déduction de la quote part éventuelle de l'employeur.

Cette allocation est considérée comme une rémunération pour l'application de la législation sociale et fiscale.

L'Etat fédéral s'engage également, dans les conditions de cet accord, à garantir aux employeurs l'application du plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi, insitué par le chapitre II de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, si les travailleurs engagés dans le programme remplissent les conditions fixées par/ou en application de la législation précitée.

§ 2. Les avantages visés au § 1^{er} du présent article ne sont accordés qu'après communication par la Région au Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail de l'engagement de l'employeur concernant la création d'emplois supplémentaires dans le cadre des programmes de transition professionnelle par rapport au nombre de travailleurs comme visé dans l'alinéa 4 de l'article 3 de cet accord.

§ 3. Le solde du financement de l'emploi des travailleurs dans le cadre des programmes de transition professionnelle est pris en charge par la Région et/ou la Communauté compétente et/ou par l'employeur, pour les programmes reconnus par le Ministre régional compétent pour l'emploi et par l'Etat fédéral et/ou l'employeur, pour les programmes reconnus par le Ministre fédéral ayant l'emploi dans ses attributions.

Les Régions, le cas échéant conjointement avec les Communautés ou les Commissions communautaires, investissent dans les programmes de transition professionnelle, des moyens financiers au moins équivalents à ceux mis en œuvre par l'Etat fédéral via les allocations forfaitaires.

§ 4. L'Etat fédéral et les Régions s'engagent à prendre, chacun dans le cadre de ses compétences, les dispositions nécessaires afin qu'au terme de leur emploi dans les programmes de transition professionnelle, les travailleurs concernés aient encore accès au régime des agences locales pour l'emploi et aux programmes de résorption du chômage, et donner encore droit aux avantages du plan d'embauché pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi, institué par le chapitre II de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, sous les conditions fixées par/ou en application de la législation précitée.

Art. 8. Dans le cadre de leur mission de placement, les services régionaux de placement veilleront à tenir compte des caractéristiques des travailleurs, de manière à ce que l'emploi dans le programme de transition professionnelle les aide à accéder, à l'issue de cet emploi, aux circuits classiques d'emploi. Ils veilleront également à développer les actions d'accompagnement, entre autres à les orienter vers les formations, qui s'avèreraient utiles dans le cadre de cette réinsertion.

Une copie du contrat de travail est transmise aux services régionaux de l'emploi ainsi qu'à l'Office national de l'Emploi.

Art. 9. Les travailleurs sont engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée dont le régime de travail est au moins égal à un mi-temps.

Leur emploi dans le cadre du programme de transition professionnelle est d'un an maximum.

Pour les travailleurs qui effectuaient précédemment des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi, la période d'emploi peut être prolongée d'une période d'un an maximum.

Art. 10. Les employeurs doivent fournir à l'ONEm la preuve que les travailleurs qu'ils occupent dans le programme de transition professionnelle sont des travailleurs supplémentaires.

Si cette condition n'est pas remplie, les employeurs sont tenus de payer un dédommagement forfaitaire à l'ONEm et de rembourser aux autorités subsidiaires l'intervention qui leur a été accordée.

Art. 11. Les Ministres régionaux compétents pour l'emploi communiquent au Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, le nombre en équivalents temps plein de travailleurs occupés, au cours de l'année civile écoulée, dans les programmes de remise au travail relevant de leur compétence, comme prévu en exécution de la législation sur les droits de tirage.

Ils communiquent également, au plus tard le 1^{er} juillet, le nombre exprimé en équivalents temps plein de travailleurs occupés au cours de l'année civile écoulée dans les programmes de transition professionnelle.

Art. 12. Le volume de l'emploi, exprimé en équivalents temps plein, du nombre de travailleurs occupés dans les programmes de remise au travail pour lesquels les Régions bénéficient des droits de tirage, doit, au cours de la durée de validité du présent accord de coopération, rester au moins égal au volume de l'emploi dans l'année civile 1995.

L'Etat fédéral peut dénoncer le présent accord de coopération vis-à-vis de la Région qui ne respecterait pas les dispositions de l'alinéa 1^{er} ou de l'article 3, alinéa 2, ou de l'article 14 de présent accord.

Art. 13. Les Régions prévoient d'occuper, en moyenne, dans le programme de transition professionnelle, le nombre de travailleurs suivant :

	1997	1998
— Région flamande :	6 000	6 000
— Région wallonne :	1 500	2 000
— Région de Bruxelles-Capitale :	150	250

Art. 14. Les parties contractantes s'engagent à continuer à appliquer les règles relatives aux droits de tirage comme elles le sont actuellement.

Art. 15. Les parties contractantes évalueront annuellement l'exécution de cet accord de coopération.

L'allocation forfaitaire à charge de l'Etat fédéral, prévue à l'article 7, alinéa premier du présent accord, sera réexaminée tous les deux ans, en concertation entre les parties contractantes, en fonction de l'évolution de l'allocation de chômage et du minimum de moyens d'existence.

Bruxelles, le 4 mars 1997 en 10 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral :

Mme M. SMET,

Ministre de l'Emploi et du Travail

J. PEETERS,

Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale

Pour la Région flamande :

L. VAN DEN BRANDE,

Ministre-Président

Th. KELCHTERMANS,

Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi

Pour la Région wallonne :

R. COLLIGNON,

Ministre-Président

J.-C. VAN CAUWENBERGHE,

Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Ch. PICQUE,

Ministre-Président, chargé des Pouvoirs subordonnés, de l'Emploi et des Monuments et Sites

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1631

[C — 97/27409]

**18. JULI 1997 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen
zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Das dem vorliegenden Dekret beigefügte Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms wird genehmigt.

Art. 2. Das vorliegende Dekret tritt an einem Tag in Kraft, der von der Regierung festzulegen ist.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

**4. MÄRTZ 1997 — Zusammenarbeitsabkommen
zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms**

Aufgrund der Artikel 1, 39 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, IX und § 3bis und des Artikels 92bis, § 1;

In Erwägung der Notwendigkeit, ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen über die Einsetzung eines beruflichen Übergangsprogramms abzuschließen, um die Eingliederung von Arbeitsuchenden auf dem Arbeitsmarkt mit Hilfe einer Beschäftigung im Rahmen eines beruflichen Übergangsprogramms zu fördern;

Der Föderalstaat, vertreten durch den Minister für Beschäftigung und Arbeit und durch den Staatssekretär für Soziale Eingliederung;

Die Flämische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten und in der Person des Flämischen Ministers für Umwelt und Beschäftigung;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten und in der Person des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Minister-Präsidenten, beauftragt mit den Untergeordneten Behörden, der Beschäftigung, den Denkmälern und Landschaften;

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Vertragsparteien verpflichten sich, jede im Rahmen ihrer Zuständigkeiten, die Maßnahmen zu treffen, die für die Schaffung von beruflichen Übergangsprogrammen notwendig sind.

Art. 2 - Die beruflichen Übergangsprogramme müssen vom für die Beschäftigung zuständigen Regionalminister anerkannt werden, mit Ausnahme der Programme in den Verwaltungen und Dienststellen der Föderalbehörde oder in den Verwaltungen und Dienststellen, die dieser Behörde untergeordnet sind, für welche die Anerkennung vom Föderalminister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, gewährt wird.

Art. 3 - Um vom in Artikel 2 erwähnten zuständigen Minister anerkannt zu werden, muß das berufliche Übergangsprogramm kollektiven Bedürfnissen der Gesellschaft nachkommen, die durch die regelmäßigen Arbeitswege nicht oder nicht zureichend gedeckt werden.

Die beruflichen Übergangsprogramme finden keine Anwendung auf die Sektoren, die in den Genuß der Maßnahme « Maribel-social » kommen.

(1) Sitzung 1996-1997

Dokumente des Rats. — 236 (1996-1997), Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 18. Juli 1997. Diskussion. Abstimmung

Die Arbeitsplätze im Rahmen von beruflichen Übergangsprogrammen müssen zusätzliche Arbeitsplätze sein im Vergleich zu der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl Arbeitnehmer, die im Rahmen von Wiedereinstellungsprogrammen beschäftigt sind, für welche die Regionen Ziehungsrechte erhalten. Die Regionen verpflichten sich, diese Wiedereinstellungsprogramme nicht in berufliche Übergangsprogramme umzusetzen.

Die Arbeitsplätze in den beruflichen Übergangsprogrammen müssen ebenfalls zusätzliche Arbeitsplätze sein im Vergleich zu der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl Arbeitnehmer, die durch jeden der betroffenen Arbeitgeber beschäftigt sind. Für den Arbeitgeber muß es sich um zusätzliche Arbeitsplätze im Vergleich zu den regelmäßigen Arbeitsplätzen, den Anwartschaften der Jugendlichen und gleichgestellten Maßnahmen und den mit Hilfe der Ziehungsrechte bezuschußten Arbeitsplätzen handeln.

Art. 4 - Die folgenden Arbeitgeber sind berechtigt, die in Artikel 6 erwähnten Personen in einem beruflichen Übergangsprogramm zu beschäftigen, unter der Bedingung, daß sie ihren Rechtsverpflichtungen in Sachen Beschäftigung und Sozialsicherheit nachkommen:

- die Gemeinden, die Gemeindevereinigungen, -agglomerationen und -zusammenschlüsse, die den Gemeinden untergeordneten Einrichtungen, die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von den Gemeindevereinigungen, -agglomerationen und -zusammenschlüssen abhängen, die öffentlichen Sozialhilfezentren, die öffentlichen interkommunalen Sozialhilfezentren sowie die Vereinigungen von öffentlichen Sozialhilfezentren, die Provinzen, die Provinzvereinigungen und die den Provinzen untergeordneten Einrichtungen;

- der Föderalstaat, die Regionen, die Gemeinschaften, die Flämische Gemeinschaftskommission, die Französische Gemeinschaftskommission, die gemeinsame Gemeinschaftskommission und die davon abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses;

- die Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die anderen nichtkommerziellen Vereinigungen.

Art. 5 - Die Arbeitgeber übermitteln dem in Artikel 2 erwähnten zuständigen Minister ein Projekt, das mindestens die folgenden Angaben beinhaltet:

- eine Beschreibung des Projekts;

- die vorgesehene Dauer des Projekts;

- die Anzahl Arbeitnehmer, die im Projekt beschäftigt werden, und ihre Arbeitsregelung;

- die Anzahl Arbeitnehmer, die außerhalb des Projekts schon beschäftigt sind, und ihre Arbeitsregelung;

- ein Versprechen, die Beschäftigung während der Dauer des Projekts zu wahren, ohne Berücksichtigung der im Rahmen des Projekts beschäftigten Arbeitnehmer.

Dieses Projekt muß vom in Artikel 2 erwähnten zuständigen Minister genehmigt werden.

Art. 6 - Die Vollarbeitslosen, die Wartebeihilfe beziehen und seit mindestens 12 Monaten als Arbeitsuchende eingeschrieben sind, die Vollarbeitslosen, die seit mindestens 24 Monaten eine Arbeitslosenunterstützung beziehen, einschließlich derjenigen Arbeitslosen, die im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen Leistungen erbracht haben, und die Arbeitslosen, die seit mindestens 12 Monaten das Existenzminimum beziehen, können in einem beruflichen Übergangsprogramm beschäftigt werden.

Art. 7 - § 1. Innerhalb der Bedingungen dieses Abkommens verpflichtet sich der Föderalstaat, für jeden Arbeitnehmer, der die Bedingungen von Artikel 6 erfüllt und in einem anerkannten Programm beschäftigt wird, die Gewährung einer monatlichen Zulage von 10.000 BEF, wenn der Arbeitnehmer mindestens halbtags beschäftigt ist, und 12.000 BEF, wenn der Arbeitnehmer mindestens dreivierteltags beschäftigt ist, zu gewährleisten. Für die Arbeitnehmer, die vorher Leistungen im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen erbracht haben, wird diese Pauschalzulage um 2 000 BEF erhöht. Diese erhöhte Zulage kann im Prinzip nicht zur Herabsetzung der Beteiligung der Regionen führen und wird deshalb von der eventuellen Arbeitgeberbeteiligung abgezogen.

Diese Zulage wird bei der Anwendung der Sozial- und Steuergesetzgebung als eine Entlohnung betrachtet.

Innerhalb der Bedingungen dieses Abkommens verpflichtet sich der Föderalstaat ebenfalls dazu, den Arbeitgebern die Anwendung des Beschäftigungsplans für die Förderung der Anstellung von Arbeitsuchenden, der durch Kapitel II des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 über soziale und sonstige Bestimmungen geschaffen worden ist, zu gewährleisten, wenn die im Programm beschäftigten Arbeitnehmer die in oder in Anwendung der vorerwähnten Gesetzgebung festgelegten Bedingungen erfüllen.

§ 2. Die in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Vorteile werden erst dann gewährt, wenn die Region dem Föderalminister für Beschäftigung und Arbeit das Versprechen der Arbeitgeber über die Schaffung zusätzlicher Arbeitsplätze im Rahmen der beruflichen Übergangsprogramme im Vergleich zur Anzahl Arbeitnehmer gemäß Absatz 4 von Artikel 3 dieses Abkommens mitgeteilt hat.

§ 3. Der Restbetrag für die Finanzierung der Beschäftigung im Rahmen der beruflichen Übergangsprogramme wird von der Region und/oder der zuständigen Gemeinschaft und/oder dem Arbeitgeber übernommen, was die Programme betrifft, die vom für die Beschäftigung zuständigen Regionalminister anerkannt werden, und von dem Föderalstaat und/oder dem Arbeitgeber, was die Programme betrifft, die vom für die Beschäftigung zuständigen Föderalminister anerkannt werden.

Die Regionen, gegebenenfalls zusammen mit den Gemeinschaften oder den Gemeinschaftskommissionen, investieren in die beruflichen Übergangsprogramme Geldmittel, die mindestens den vom Föderalstaat durch die Pauschalzulagen eingesetzten Mitteln entsprechen.

§ 4. Der Föderalstaat und die Regionen verpflichten sich, jede(r) im Rahmen der eigenen Zuständigkeiten, unter Einhaltung der in oder in Anwendung der vorerwähnten Gesetzgebung festgelegten Bedingungen die notwendigen Vorbereitungen zu treffen, damit die betroffenen Arbeitnehmer am Ende ihrer Beschäftigung in den beruflichen Übergangsprogrammen noch Zugang zum System der lokalen Beschäftigungsagenturen und zu den Programmen zur Behebung der Arbeitslosigkeit haben können, sowie Anspruch auf die Vorteile des Beschäftigungsplans für die Förderung der Anstellung von Arbeitsuchenden, welcher durch Kapitel II des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 über soziale und sonstige Bestimmungen eingesetzt worden ist.

Art. 8 - Im Rahmen ihrer Vermittlungsaufgabe müssen die regionalen Arbeitsvermittlungsdienste dafür sorgen, daß die spezifischen Eigenschaften der Arbeitnehmer berücksichtigt werden, so daß ihre Beschäftigung im beruflichen Übergangsprogramm dazu beiträgt, nach dieser Beschäftigung den Zugang zu den klassischen Arbeitswegen zu erleichtern. Sie müssen ebenfalls für die Verwirklichung von Begleitmaßnahmen sorgen. Unter anderem werden sie den Arbeitnehmern Ausbildungen empfehlen, die im Rahmen dieser Wiedereingliederung nützlich sein könnten.

Eine Abschrift des Arbeitsvertrags wird den regionalen Arbeitsbeschaffungsdiensten und dem Nationalen Amt für Arbeitsbeschaffung mitgeteilt.

Art. 9 - Die Arbeitnehmer werden auf der Grundlage eines befristeten Arbeitsvertrags eingestellt, dessen Arbeitsregelung mindestens einer Halbzeitbeschäftigung entspricht.

Ihre Beschäftigung im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms dauert höchstens ein Jahr.

Die Beschäftigung der Arbeitnehmer, die vorher Leistungen in lokalen Beschäftigungsagenturen erbracht haben, kann um höchstens ein Jahr verlängert werden.

Art. 10 - Die Arbeitgeber müssen dem Landesarbeitsamt ("ONem") den Nachweis liefern, daß die Arbeitnehmer, die sie im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigen, zusätzliche Arbeitnehmer sind. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, werden die Arbeitgeber verpflichtet, dem Landesarbeitsamt eine Pauschalentschädigung zu zahlen und den bezuschußenden Behörden die ihnen gewährte Beteiligung zurückzuzahlen.

Art. 11 - Die für die Beschäftigung zuständigen Regionalminister teilen dem Föderalminister für Beschäftigung und Arbeit spätestens am 1. Juli jedes Jahres die in Vollzeiteinheiten ausgedrückte Anzahl Arbeitnehmer mit, die im Laufe des abgelaufenen Kalenderjahres in den in ihrem Zuständigkeitsbereich fallenden Wiedereinstellungsprogrammen beschäftigt worden sind, wie es in Anwendung der Gesetzgebung über die Ziehungsrechte vorgesehen ist.

Sie teilen ebenfalls spätestens am 1. Juli die in Vollzeiteinheiten ausgedrückte Anzahl der im Laufe des abgelaufenen Kalenderjahres in beruflichen Übergangsprogrammen beschäftigten Arbeitnehmer mit.

Art. 12 - Das in Vollzeiteinheiten ausgedrückte Beschäftigungsvolumen der Anzahl der in Wiedereinstellungsprogrammen beschäftigten Arbeitnehmer, für welche die Regionen Ziehungsrechte beziehen, muß im Laufe der Gültigkeitsdauer des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens mindestens dem Beschäftigungsvolumen im Kalenderjahr 1995 entsprechen.

Der Föderalstaat ist berechtigt, das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen mit der Region, die die Bestimmungen von Absatz 1 oder Artikel 3, Absatz 2 oder von Artikel 14 des vorliegenden Abkommens nicht einhalten würde, aufzuheben.

Art. 13 - Die Regionen planen, im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms die folgende Anzahl Arbeitnehmer im Durchschnitt zu beschäftigen:

	1997	1998
	—	—
- Flämische Region :	6 000	6 000
- Wallonische Region :	1 500	2 000
- Region Brüssel-Hauptstadt :	150	250

Art. 14 - Die Vertragsparteien verpflichten sich, die Regeln bezüglich der Ziehungsrechte wie jetzt weiter anzuwenden.

Art. 15 - Die Vertragsparteien werden die Durchführung dieses Zusammenarbeitsabkommens jährlich bewerten.

Die in Artikel 7, Absatz 1 des vorliegenden Abkommens vorgesehene Pauschalzulage zu Lasten des Föderalstaats wird alle zwei Jahre in Absprache mit den Vertragsparteien aufgrund der Entwicklung des Arbeitslosengelds und des Existenzminimums wieder überprüft.

Am 4. März 1997 zu Brüssel in zehn Originalausfertigungen ausgestellt

Für den Föderalstaat:

Die Ministerin für Beschäftigung und Arbeit,
Frau M. SMET

Der Staatssekretär für Soziale Eingliederung,
J. PEETERS

Für die Flämische Region:

Der Minister-Präsident,
L. VAN DEN BRANDE

Der Flämische Minister für Umwelt und Beschäftigung,
Th. KELCHTERMANS

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister-Präsident, beauftragt mit den lokalen Behörden,
der Beschäftigung und der Denkmal- und Landschaftspflege,
Ch. PICQUE

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1631

[C - 97/27409]

18 JULI 1997. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het bijgaande samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering vast te stellen datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

4 MAART 1997. — Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's

Gelet op de artikelen 1, 39 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 6, § 1, IX en § 3bis en artikel 92bis, § 1;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat tussen de Federale Staat en de Gewesten een samenwerkingsakkoord tot stand komt inzake het instellen van doorstromingsprogramma's teneinde voor de werkzoekenden via de tewerkstelling in een doorstromingsprogramma de integratie op de arbeidsmarkt te bevorderen;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en door de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en de Vlaamse Minister van Leefmilieu en Tewerkstelling;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Komen overeen wat volgt :

Artikel 1. De ondertekende partijen verbinden er zich toe, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen te nemen voor de creatie van doorstromingsprogramma's.

Art. 2. De doorstromingsprogramma's dienen erkend te worden door de Gewestminister bevoegd voor tewerkstelling, met uitzondering van de programma's in de besturen of diensten van de Federale overheid of in de besturen of diensten die onder het toezicht van deze overheid ressorteren voor dewelke de erkenning gebeurt door de Federale Minister bevoegd voor tewerkstelling.

Art. 3. Om erkend te kunnen worden door de bevoegde Minister bedoeld in artikel 2, dient het programma tegemoet te komen aan collectieve maatschappelijke noden waaraan niet of onvoldoende wordt tegemoetgekomen via het reguliere arbeidscircuit. De doorstromingsprogramma's zijn niet van toepassing in de sectoren die het voordeel van de « sociale Maribel »-maatregel genieten.

De arbeidsplaatsen in de doorstromingsprogramma's dienen bijkomende arbeidsplaatsen te zijn in verhouding tot het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten tewerkgesteld in de wedertewerkstellingsprogramma's voor dewelke de Gewesten trekkingsrechten ontvangen. De Gewesten verbinden er zich toe deze wedertewerkstellingsprogramma's niet om te vormen naar de doorstromingsprogramma's.

(1) *Zitting 1996-1997*

Stukken van de Raad. — 236 (1996-1997), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 18 juli 1997. Bespreking. Stemming.

De arbeidsplaatsen in de doorstromingsprogramma's dienen eveneens bijkomende arbeidsplaatsen te zijn in verhouding tot het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, tewerkgesteld bij elke betrokken werkgever. Het dient voor de werkgever te gaan om bijkomende arbeidsplaatsen ten opzichte van de reguleren arbeidsplaatsen, de stage der jongeren en gelijkgestelde maatregelen en de arbeidsplaatsen gesubsidieerd via de trekkingsrechten.

Art. 4. De volgende werkgevers kunnen de personen bedoeld in artikel 6 tewerkstellen in een doorstromingsprogramma, op voorwaarde dat zij hun wettelijke verplichtingen inzake tewerkstelling en sociale zekerheid naleven :

- de gemeenten, de verenigingen en de agglomeraties en federaties van gemeenten, de aan de gemeenten ondergeschikte instellingen, de instellingen van openbaar nut die van deze verenigingen, agglomeraties en federaties van gemeenten afhangen, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn, en ook de verenigingen van centra voor maatschappelijk welzijn, de provincies, de verenigingen van provincies en de aan de provincie ondergeschikte instellingen;

- de Federale Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie, de gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de instellingen van openbaar nut die van voornoemden afhangen;

- de verenigingen zonder winstoogmerk, en de andere niet-commerciële verenigingen.

Art. 5. De werkgevers dienen bij de Minister bedoeld in artikel 2 een project in dat minimum de volgende gegevens bevat :

- een beschrijving van het project;

- de voorziene duur van het project;

- het voorziene aantal werknemers dat zal worden tewerkgesteld in het project en hun arbeidsregime;

- het aantal buiten het project reeds tewerkgestelde werknemers en hun arbeidsregime;

- de verbintenis om de tewerkstelling te behouden tijdens de duur van het project, zonder rekening te houden met de werknemers tewerkgesteld binnen het project.

Dit project moet goedgekeurd worden door de Minister bedoeld in artikel 2.

Art. 6. De volledig werklozen die wachttuitkeringen genieten en ingeschreven zijn als werkzoekende sinds ten minste 12 maanden, de volledig werklozen die werkloosheidsuitkeringen genieten sedert ten minste 24 maanden, waaronder de werklozen die effectief prestaties geleverd hebben in het kader van het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap en de werkzoekende die op de dag voor zijn indiensttreding sedert minstens 12 maanden het bestaansminimum geniet, kunnen aangeworven worden in een doorstromingsprogramma.

Art. 7. § 1. De Federale overheid verbindt er zich toe, binnen de voorwaarden van dit akkoord, aan elke werknemer die de voorwaarden van artikel 6 vervult, en die aangeworven is in een erkend programma, een forfaitaire vergoeding toe te kennen van 10 000 fr per maand indien de werknemer tenminste 3/4 tijds tewerkgesteld is. Voor de werknemers die voorheen effectief prestaties geleverd hebben in het kader van het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap wordt deze forfaitaire vergoeding verhoogd met 2 000 fr. Deze hogere tussenkomst van de Federale overheid kan in principe geen aanleiding geven tot een vermindering van de tussenkomst van de Gewesten en komt aldus in mindering van het eventuele aandeel van de werkgever.

Deze vergoeding wordt voor de toepassing van de sociale en fiscale wetgeving beschouwd als loon.

De Federale overheid verbindt er zich eveneens toe, binnen de voorwaarden van dit akkoord, voor de werkgevers de toepassing van het banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden, zoals ingevoerd door het hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, te verzekeren, indien de in het programma aangeworven werknemers, de voorwaarden voldoen ingesteld bij of in uitvoering van voornoemde wet.

§ 2. De voordelen bedoeld in § 1 van dit artikel worden enkel bekomen na mededeling door het Gewest aan de Federale Minister van Tewerkstelling en Arbeid van het engagement van de werkgever betreffende de creatie van bijkomende tewerkstelling in het kader van de doorstromingsprogramma's in verhouding tot het aantal werknemers zoals vermeld in artikel 3, vierde lid van dit akkoord.

§ 3. Het saldo van de financiering van de in een doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers wordt, voor de programma's erkend door de Gewestminister bevoegd voor tewerkstelling ten laste genomen door het Gewest en/of de bevoegde Gemeenschap en/of de werkgever, en wordt, voor de programma's erkend door de Federale Minister bevoegd voor tewerkstelling ten laste genomen door de Federale overheid en/of de werkgever.

De Gewesten, in voorkomend geval samen met de Gemeenschappen of de Gemeenschapscommissies, investeren in de doorstromingsprogramma's tenminste evenveel financiële middelen als de Federale Staat via de forfaitaire uitkeringen.

§ 4. De Federale Staat en de Gewesten verbinden er zich toe, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen te nemen opdat de betrokken werknemers op het einde van hun tewerkstelling in het kader van de doorstromingsprogramma's nog toegang zouden hebben tot het stelsel van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen, tot de wedertewerkstellingsprogramma's, en nog recht zouden geven tot het voordeel voorzien in het banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden, zoals ingevoerd door het hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, onder de voorwaarden ingesteld bij of in uitvoering van voornoemde wet.

Art. 8. In het kader van hun opdracht voor arbeidsbemiddeling zullen de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling erover waken rekening te houden met de bekwaamheden van de werknemers, zodanig dat de activiteit in het professioneel doorstromingsprogramma hen helpt om bij het einde van deze activiteit vlotter toegang te krijgen tot het klassieke arbeidscircuit. Ze zullen er ook over waken de in het kader van deze herinschakeling nuttig geachte begeleidingsmaatregelen, waaronder het oriënteren naar opleiding, te ontwikkelen.

Een kopie van de arbeidsovereenkomst wordt overgemaakt aan de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en ook aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Art. 9. De werknemers worden aangeworven met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur, waarvan het arbeidsregime tenminste gelijk is aan een halftijdse betrekking.

Hun tewerkstelling in een doorstromingsprogramma bedraagt maximum 1 jaar.

Voor de werknemers die vroeger prestaties in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen hebben verricht, kan de tewerkstellingsperiode verlengd worden met maximum 1 jaar.

Art. 10. De werkgevers dienen aan de RVA het bewijs te leveren dat het voor de werknemers die zij tewerkstellen in een doorstromingsprogramma over bijkomende tewerkstelling gaat.

Indien deze voorwaarde niet is vervuld, dienen de werkgevers aan de RVA een forfaitaire schadevergoeding te betalen, en aan de subsidiërende overheden de ontvangen subsidies terug te storten.

Art. 11. De Gewestministers bevoegd voor tewerkstelling bezorgen aan de Federale Minister van Tewerkstelling en Arbeid, uiterlijk op 1 juli van elk jaar, het aantal in het voorbije burgerlijke jaar in de wedertewerkstellingsprogramma's die onder hun bevoegdheid vallen tewerkgestelde werknemers, in voltijds equivalenten uitgedrukt, zoals voorzien in uitvoering van de wetgeving op de trekkingsrechten.

Zij delen eveneens, uiterlijk op 1 juli, het aantal in het voorbije burgerlijke jaar in de doorstromingsprogramma's tewerkgestelde werknemers mee, in voltijdse equivalenten.

Art. 12. Het tewerkstellingsvolume, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, van het aantal werknemers tewerkgesteld in de wedertewerkstellingsprogramma's voor dewelke de Gewesten trekkingsrechten ontvangen, moet tijdens de duur van het huidige samenwerkingsakkoord ten minste gelijk blijven aan het tewerkstellingsvolume in het burgerlijk jaar 1995.

De Federale overheid kan dit samenwerkingsakkoord opzeggen ten opzichte van het Gewest dat de beschikkingen van het eerste lid van dit artikel, of de beschikkingen van artikel 3, tweede lid, of de beschikkingen van artikel 14, niet respecteert.

Art. 13. De Gewesten voorzien in de doorstromingsprogramma's jaarlijks gemiddeld het volgend aantal werknemers aan te werven :

	1997	1998
	—	—
- Vlaams Gewest :	6 000	6 000
- Waals Gewest :	1 500	2 000
- Brussels Gewest :	150	250

Art. 14. De ondertekende partijen verbinden er zich toe de regels betreffende de trekkingsrechten te blijven toepassen zoals dit momenteel gebeurt.

Art. 15. De ondertekende partijen zullen de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord jaarlijks evalueren.

De forfaitaire vergoeding ten laste van de Federale overheid, voorzien in artikel 7, eerste lid van deze overeenkomst, zal, in overleg tussen de ondertekende partijen, tweejaarlijks worden herbekeken in functie van de evolutie van de werkloosheidsuitkering en van het bestaansminimum.

Brussel, op 4 maart 1997 in 10 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat :

Mevr. M. SMET,

Minister van Tewerkstelling en Arbeid

J. PEETERS,

Staatssecretaris voor Maatschappelijk Integratie

Voor het Vlaamse Gewest :

L. VAN DEN BRANDE,

Minister-President

Th. KELCHTERMANS,

Vlaams minister van Leefmilieu en Tewerkstelling

Voor het Waalse Gewest :

R. COLLIGNON,

Minister-President

J.-C. VAN CAUWENBERGHE,

Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Ch. PICQUE,

Minister-President, bevoegd voor Ondergeschikte Besturen,
Werkgelegenheid, Monumenten en Landschappen

18 JUILLET 1997. — Décret créant un programme de transition professionnelle (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Un programme de transition professionnelle est créé dans le secteur non marchand.

On entend par secteur non marchand, les secteurs d'activités qui, à la fois :

1° ont une utilité publique;

2° n'ont aucun but lucratif;

3° satisfont des besoins collectifs de société qui ne sont pas ou pas suffisamment rencontrés.

(1) *Session 1996-1997*

Document du Conseil. — 237 (1996-1997), n^{os} 1 à 10.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 18 juillet 1997. Discussion. Vote.